



Tout le monde critique Parcoursup, mais c'est le système universitaire qui est à bout de souffle

L'échec en première année d'études supérieures est massif en France. La sous-orientation vers les filières professionnalisantes et les déséquilibres disciplinaires révèlent un système qui ne tient qu'à un fil. L'université n'est pas pour autant une « usine à chômeurs ». Depuis janvier, quelque 700 000 lycéens figent leurs candidatures post-bac sur la plate-forme Parcoursup. L'hystérie de la presse ira grandissante au printemps, lorsque Théophile, malgré son 16/20 de moyenne, ne parviendra pas à accéder à la classe prépa ou à la fac de droit de ses rêves.

Les députés reparleront de l'algorithme « obscur et injuste » de Parcoursup qui a remplacé Admission post-bac (APB) en 2018. Sans expliquer que ce sont en réalité les professeurs du supérieur qui trient les candidatures. Des journalistes compteront cet été les 100 000 bacheliers qui n'ont « rien obtenu ». Et critiqueront ce logiciel coupable de « tri social » à leurs yeux. Sans préciser qu'une partie des recalés sont des bacheliers professionnels ou technologiques qui n'avaient quasi aucune chance de réussir à l'université. Les autres se sont inscrits dans une formation privée, se sont réorientés ou sont partis travailler.

Contrairement à ce que pourraient laisser penser les jérémiades récurrentes concernant Parcoursup, notre pays est celui qui accueille – juste après la Grèce – le plus de bacheliers dans l'enseignement supérieur : 83 % y ont été admis et s'y sont inscrits en 2024, contre 79 % en Espagne. Les pays nordiques, eux, n'accueillent que 40 à 70 % de leurs jeunes dans le supérieur. En Allemagne, en Angleterre, en Suisse, les lycéens sont volontiers orientés vers des formations plus courtes et des écoles professionnelles. Plus valorisées qu'en France, ces dernières comportent des passerelles vers l'université pour les meilleurs profils. Un modèle qui nous est étranger.

Sélection post-bac vs pré-bac

À force d'étriller Parcoursup, on passe à côté du vrai problème. La vraie barrière, ce n'est pas cette plate-forme, c'est la première année d'études, véritable constante macabre française : 51 % des étudiants n'ont pas réussi à franchir cette barrière en 2024 ou se sont réorientés. Ils étaient 52,2 % à échouer en première année en 2023, 56 % en 2022 comme en 2011. Les taux de réussite sont bien plus élevés dans les autres pays développés : 59 % des étudiants de l'OCDE obtiennent leur licence en quatre ans, par exemple, contre 46 % chez nous. Disons-le clairement : la plupart des pays sélectionnent juste avant le bac, nous, juste après.

« Notre pays a un véritable problème d'orientation. Au lycée, les heures promises comme étant des temps fléchés pour réfléchir avec les élèves sur leur avenir sont-elles réellement effectuées ? », interroge Éric Charbonnier, analyste à l'OCDE. Les cinquante-quatre heures annuelles d'orientation prévues par la réforme du lycée en 2018 n'ont jamais été vraiment mises en œuvre, faute de moyens. Si une partie des professeurs principaux se démènent sans compter leur temps pour épauler leurs élèves, beaucoup de familles doivent aussi se débrouiller seules, quitte à demander des conseils sur des groupes Facebook, voire à payer des coaches.

Face à la réalité budgétaire

La grande avancée, c'est que Parcoursup a ouvert le champ des possibles en facilitant l'accès à l'information sur les formations disponibles. Le nombre d'excellentes



candidatures pour Sciences Po a, par exemple, explosé, car tous les lycéens de France se sentent désormais autorisés à tenter leur chance. « Parcoursup a eu un effet de régulation et d'information plutôt intéressant mais il n'est pas couplé à une sélection » , nuance Anne Fraïsse, présidente de l'université Paul Valéry de Montpellier. Le bac est devenu une simple certification de fin d'études depuis une trentaine d'années, et tout le monde ou presque passe la porte d'entrée universitaire. Un haut fonctionnaire du ministère de l'Enseignement supérieur rit jaune : « Nous nageons dans l'hypocrisie et le cynisme. » Théoriquement, un président d'université peut décider de limiter son accueil dans telle licence, faute d'argent, de places ou de professeurs. Et peut refuser un bachelier, trop faible, qui, statistiquement, irait à l'échec. Sauf que les financements d'une filière dépendent en partie du nombre d'étudiants accueillis. Cela ne donne pas envie de limiter quoi que ce soit. A contrario, des masters restent ouverts alors qu'ils accueillent parfois à peine cinq ou dix étudiants. Les formations en langues, littératures et civilisations étrangères et régionales concentraient par exemple près de 35 % des classes vacantes en 2024 !

Quant aux syndiqués locaux étudiants et administratifs hostiles à toute « sélection » et très puissants dans les conseils d'administration, ils freinent toute initiative de ce type, poursuit Anne Fraïsse. Les recteurs, eux, font parfois pression pour augmenter le nombre de places « afin de complaire aux familles » , furibondes dans la presse. Des ajustements se font à la hausse, notamment dans les licences de psychologie, de droit, de sciences politiques ou de Staps, qui sont les plus demandées. « On nous a déjà enjoint dans le passé d'augmenter nos places en master de psychologie ou en licence d'arts plastiques » , confirme Anne Fraïsse. Tant pis pour le confort et l'accompagnement des étudiants. Tant pis pour l'insertion professionnelle incertaine. Comme pour le taux d'échec qui s'annonce énorme.

Le principe de l'université gratuite pour tous pourrait toutefois, cette année, se fracasser contre la réalité budgétaire. Quelque 600 places en licence devraient par exemple être supprimées en septembre 2026 à l'université de Rouen, faute de financement, selon les syndicats locaux. Maître de conférences à Strasbourg, Julien Gossa observe que « désormais les rectorats autorisent à fermer des places. C'est un tournant politique historique, pris sans débat, ni mandat » . Jusqu'alors le gouvernement imposait que Parcoursup formule au moins une proposition d'admission à 94,8 % des bacheliers. On est passés à 94,5 % en 2024, 93,5 % en 2025 puis 93 % en 2026.

Reste une question : quelle est la solution pour ceux qui ne vont pas à l'université ? En plein essor, l'enseignement privé – dont la qualité est aléatoire, le très bon joutant l'escroquerie – a absorbé une partie de l'augmentation démographique étudiante des vingt dernières années. Mais il faudrait surtout créer davantage de formations professionnalisantes de type BTS, IUT, licences professionnelles. Des filières qui font le plein mais qui sont quatre à cinq fois plus chères qu'une place à l'université. Un étudiant en sciences humaines coûte environ 5 000 € par an à l'État contre 17 000 € quand il est en BTS ou en école d'ingénieurs et 19 000 € quand il est en classe préparatoire aux grandes écoles.

« Est-il raisonnable d'envoyer toute une classe d'âge à l'université ? Non, il ne faut embarquer les étudiants que dans les formations où ils ont une chance de réussir, notamment professionnalisantes. Sauf que ça coûte cher, que c'est compliqué à monter et que personne ne veut y enseigner parce qu'il faut encadrer les étudiants. C'est plus valorisant de faire un cours magistral sur la virgule chez Montaigne » , s'agace Thierry Coulhon, ancien conseiller d'Emmanuel Macron pour l'enseignement supérieur, aujourd'hui président de l'Institut polytechnique de Paris.

Diplômes sans valeur ?

L'édition 2025 du rapport « Regards sur l'éducation » de l'OCDE confirme « une



élévation du niveau d'éducation de la population » , en France et ailleurs dans les pays développés. « Plus d'un jeune sur deux en France a un diplôme du supérieur » et plus d'un sur quatre a obtenu un master, souligne l'analyste Éric Charbonnier. « C'est beaucoup plus qu'en 2019, où ils n'étaient que 20 % » , et c'est au-dessus de la moyenne des pays développés. Malgré l'augmentation du niveau de formation, les compétences des adultes en littératie et en numératie – compréhension en français et en mathématiques – ont stagné ou diminué, entre 2012 et 2023, dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Quelque 5 % des diplômés français de l'enseignement supérieur ont un niveau de français très faible : capables de lire des documents simples de la vie quotidienne mais avec de grosses limites dès que le texte exige d'intégrer plusieurs informations ou de raisonner. On peut en conclure que certains diplômés du supérieur, universitaires ou privés, sont bradés.

Quelques responsables de formation en sciences exactes et en ingénierie – ainsi que certaines écoles privées de marketing – qui font face à une désaffection croissante de la part des Français n'hésitent pas, par exemple, à recruter de 60 à 100 % d'étudiants étrangers. Le risque de maintien de formations à faible insertion professionnelle ne parvenant plus à recruter que grâce aux étudiants internationaux se pose, selon un rapport de la Cour des comptes sur les étudiants étrangers de 2025. Les magistrats réclament un meilleur contrôle. Histoire de détecter les cas de fraude aux faux diplômes, comme ceux de l'université de Toulon, affaire jugée en 2016, ou de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, en 2024...

Dernier écueil français : seuls 19 % des jeunes s'orientent vers des études de sciences, technologies, ingénierie et mathématiques contre 23 % en moyenne dans l'OCDE. Ils survalorisent les études de commerce et les études d'arts, de lettres et de sciences humaines. Pourtant, le taux de chômage des diplômés français adultes en sciences humaines (6,1 %) est près de deux fois plus élevé qu'en sciences (3,2 %). « On peut se demander si, en France, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur n'est pas trop élevé dans certaines filières » , commente-t-on au sein de l'OCDE. A-t-on besoin, par exemple, de former autant d'étudiants en sciences politiques, dernière filière en vogue ?

Pour autant, l'université est-elle une usine à chômeurs, comme le proclament à l'envi certains essayistes libéraux ? Portés notamment par l'engouement pour l'IA, les éditorialistes éduceptiques enfilent les perles : « Doit-on en finir avec le bac + 5 », « Ne faites plus d'études », etc. Sans fioritures, le sociologue Julien Damon affirme que raccourcir la durée des études supérieures accélérerait l'entrée des jeunes dans la vie active tout en diminuant les dépenses d'éducation. C'est oublier que les entreprises elles-mêmes ne jurent que par l'embauche des bac + 5 !

Un bon moyen d'insertion

De la part d'une élite quasi exclusivement passée par les grandes écoles privées ou par des formations publiques élitistes du type Sciences Po, le mépris envers cette vieille dame rouillée qu'est l'université n'a rien d'étonnant. De fait, cette dernière récupère l'essentiel des jeunes issus de milieux populaires, que l'élite ne fréquente guère : elle accueille 38,7 % de boursiers contre 26,6 % il y a vingt-cinq ans. Pourtant, une licence ou un master protègent encore du chômage, même s'ils n'assurent pas toujours un salaire flamboyant.

Les facs de médecine, de droit, de psychologie restent incontournables, tout comme la majorité des masters, prisés par les employeurs, les taux d'insertion en témoignent. Et à force de décrier les facs de sciences humaines, on oublie qu'en lettres ou en langues les effectifs sont désormais insuffisants pour assurer le recrutement des professeurs du primaire et du secondaire. Même l'insertion professionnelle des diplômés bac + 5 issus des masters universitaires en droit-économie-gestion n'est pas moins bonne que celle



des écoles de commerce, selon l'étude « L'école ou la fac ? » de la chercheuse Liliane Bonnal. Quant aux études de sociologie, souvent moquées, elles concernent aujourd'hui un nombre d'étudiants marginal. Enfin, depuis une quinzaine d'années, l'université a fait sa mue, proposant une multitude de doubles diplômes et bi-licences sélectives extrêmement prisés par les étudiants. Tout comme les classes préparatoires aux études supérieures, à mi-chemin entre la classe prépa et l'université, qui fleurissent partout sur le territoire et attirent les meilleurs bacheliers. Le problème essentiel de l'université se joue bien en amont, lors des premières années, au moment de la transition avec le lycée.

